



Existrans 2016

Trans : DISCRIMINATIONS = CONTAMINATIONS

En 2006, après l'occupation du siège du Parti Socialiste par le Groupe Activiste Trans' (GAT) et Act Up-Paris, François Hollande, alors Premier Secrétaire du parti, nous adressait une lettre (<http://www.actupparis.org/IMG/jpg/lettreHollande.jpg>) dans laquelle il estimait "indispensable qu'un nouveau prénom d'usage puisse être attribué plus facilement, et que les documents administratifs qui doivent être produits dans le monde du travail comme le numéro INSEE, ne trahissent pas en cours de transition et après une identité légale en contradiction avec la nouvelle apparence de la personne".

C'est précisément ce que permettrait un changement d'état-civil libre et gratuit, sans condition d'interventions médicales et d'expertises psychiatriques, sans avoir à se soumettre à l'arbitraire des jugEs et des procureurEs.

Revendiquer le changement d'état-civil libre et gratuit, c'est lutter contre le sida. Pouvoir changer d'état-civil, c'est réduire au moins un peu la possibilité d'être immédiatement identifiéE comme trans sur le marché du travail et dans l'accès au logement, **limiter ainsi la probabilité d'être victimEs de discriminations et de violences transphobes**, et finalement agir sur les conditions de vies dégradées de la plupart des personnes trans pendant et après leurs transitions. La précarité et les discriminations favorisent les prises de risque et entretiennent ainsi le cycle des contaminations au VIH parmi les personnes trans ; **pour les personnes trans séropositives, elles sont une entrave majeure dans l'accès aux soins et contribuent ainsi à la dégradation de leur état de santé.**

Dix ans après la lettre de François Hollande, force est de constater que les progrès ne sont pas au rendez-vous. **Les changements législatifs votés dans le cadre du projet de loi "Justice au 21ème siècle" sont largement en-deçà des revendications formulées par l'Existrans depuis de nombreuses années**, et ne sont plus guère défendus que par quelques cheffes associatives en mal de pouvoir.

Les débats parlementaires des derniers mois ont été particulièrement atterrants. Tant les parlementairEs de droite, dont l'imbécilité crasse n'étonne plus, que ceuxELLES de gauche et les représentantEs du gouvernement débattent dans l'ignorance totale des enjeux sociaux liés aux transitions, et font reposer une large partie de leurs interventions sur des fantasmes éculés. L'Assemblée a eu certes le dernier mot sur un Sénat de droite décomplexée ; mais, comme aucun changement positif n'a pu intervenir par rapport à son passage précédent à l'Assemblée, **la loi**, en maintenant l'arbitraire juridique qui entoure aujourd'hui le changement d'état-civil -- rien ne contraint l'autorité judiciaire à accéder aux demandes -- et en desserrant à peine l'étau de la médicalisation, **ne fait in fine guère mieux que d'entériner une bonne fois pour toute la jurisprudence actuelle**, et son cortège d'humiliations, de violences et d'inégalités.

Les cortèges réactionnaires qui s'étaient constitués contre le mariage pour tous reprennent qui plus est du poil de la bête. Ils défilent le 16 octobre en s'engageant une fois de plus explicitement contre toute forme de droit à l'autodétermination, pour les personnes trans comme pour les minorités sexuelles. **Ce retour des bigotEs organiséEs nous effraie pour l'avenir, si la droite devait revenir au pouvoir l'an prochain. Cet horizon est doublement effrayant pour ceuxLLES d'entre nous qui, migrantEs, raciséEs, travailleurSEs du sexe, se trouvent ainsi à plusieurs titres dans la ligne de mire des promoteurs de haine.**

Contre cet avenir possible, l'auto-organisation et l'activisme doivent être nos armes. Aussi, Act Up-Paris maintient ses revendications :

- un changement d'état-civil libre et gratuit devant unE officier d'état-civil, sans exigence de stérilisation ni conditions médicales ;
- l'auto-détermination dans l'accès aux soins et aux modifications physiques, et le démantèlement du lobby psychiatriquant de la Sofect ;
- la multiplication et le financement de dispositifs de prévention, de dépistage et de soins ciblant spécifiquement les besoins des personnes trans ;
- la promotion de la recherche sur l'épidémie de VIH parmi les personnes trans, et notamment sur les interactions entre antirétroviraux et traitements hormonaux de substitution ;
- des programmes de prévention des IST et du VIH, avec la mise à disposition de tous les moyens de prévention suivant les personnes, du préservatif à la PrEP en passant par le TPE ;
- des dispositifs efficaces de lutte contre les discriminations transphobes, notamment sur le marché du travail et dans l'accès au logement.

Contact presse : Mikaël ZENOUDA, président d'Act Up-Paris, 0613508980, presidence@actupparis.org